

La revue *Géoéconomie* : histoire, identité et perspectives

Pascal LOROT

Fondateur et directeur de Géoéconomie. Président de l'Institut Choiseul.

La première livraison de la revue *Géoéconomie* au printemps 1997 fut accueillie avec une relative bienveillance de la part des experts, analystes et praticiens des questions de politique et d'économie internationales. Pourtant, bien peu étaient ceux qui osaient alors parier sur sa pérennité.

Géoéconomie était en effet une initiative isolée, indépendante des écoles et des chapelles. Elle n'était pas non plus adossée à un ou plusieurs instituts de recherche. Et pourtant, *Géoéconomie* fête aujourd'hui son 50^e numéro ! C'est peu comparé à des revues prestigieuses, parfois centenaires, comme la *Revue des deux mondes*, *Esprit* ou même *Politique étrangère*. À l'heure des nouvelles technologies, du « tout Internet », de la mondialisation de l'information et d'une relative uniformisation des modes, pensées et réflexions stratégiques, cet anniversaire témoigne d'un pari gagné sans soutien, moyen ou appui médiatique.

Malgré un environnement *a priori* peu favorable, *Géoéconomie* a réussi à acquérir une audience non négligeable et à s'inscrire dans le paysage

de la réflexion relative aux questions économiques et stratégiques internationales.

Cette réussite est due, bien sûr, au talent des personnalités d'origines diverses qui se sont agrégées à ses travaux et investies dans son développement. Elle s'explique également par la capacité de la revue à s'intéresser en précurseur à un champ neuf en même temps qu'inscrit irréfutablement dans la nouvelle réalité internationale de ce début de siècle : celui de la géoéconomie.

Le champ de la géoéconomie

2 Discutée par Edward Luttwak de manière exploratoire à partir de 1990, la notion de géoéconomie dans son acception actuelle n'a réellement pris corps qu'à partir du milieu des années 1990 lorsqu'il est devenu évident aux yeux des observateurs mais aussi des acteurs des relations internationales, la disparition de l'Union soviétique étant passée par là, que les conflits d'intérêts entre pays industrialisés ne trouveraient plus dorénavant d'expression qu'à travers l'affrontement économique. Le temps des conflictualités frontales, associées à la conquête de territoires, apparaissait définitivement révolu.

La réflexion géopolitique, qui renvoie aux relations entre puissance, espace et territoire, doit alors s'ouvrir à la géoéconomie qui vise à nouer un ensemble d'analyses relatives au lien entre espace, puissance et économie. Si la géoéconomie s'interroge, également, sur les relations entre puissance et espace, il s'agit en l'espèce d'un espace « virtuel » ou fluidifié au sens où ses limites bougent sans cesse, c'est-à-dire un espace affranchi des frontières territoriales et physiques caractéristiques de la géopolitique.

La géoéconomie apparaît alors comme l'analyse des stratégies d'ordre économique décidées par les États dans le cadre de politiques visant à protéger leur économie nationale ou certains secteurs bien identifiés de celle-ci, à acquérir la maîtrise de technologies clés et/ou à conquérir certains segments du marché mondial relatifs à la production ou la commercialisation de produits sensibles, en ce que leur possession ou leur contrôle confère à son détenteur – l'État ou l'entreprise « nationale » – un élément de puissance et de renforcement de son potentiel économique et social.

Des différents facteurs qui constituent la table hiérarchique des nations avancées sur le plan technologique, la puissance économique et les habits du *soft power* ressortent désormais à la première place. Technologies, *know-*

how, réseaux deviennent aujourd'hui les maîtres mots de l'espace mondial revisité.

Naissance d'une revue

En 1997, aucune des revues existantes ne rendait compte de cette nouvelle réalité internationale : ni les revues économiques, ni celles de géopolitique, ni celles enfin dédiées à l'étude des relations internationales. C'est la raison pour laquelle j'ai pensé qu'il était utile de créer une revue spécifiquement dédiée à l'analyse des nouveaux rapports de force et conflictualités internationales qui mette plus particulièrement en exergue les motivations économiques et commerciales les sous-tendant. L'expression « géoéconomie » faisait irruption dans le débat national.

Initialement baptisée *Revue française de géoéconomie*, cette nouvelle publication n'aurait toutefois pas vu le jour si, dès le départ, ne s'était fédéré autour de l'idée de géoéconomie même tout un ensemble de personnalités et de talents. Ami d'Yves Lacoste, qui m'invita dès les années 1980 à publier des analyses géopolitiques dans sa revue *Hérodote*, je m'ouvris naturellement à lui du projet qu'il soutint intellectuellement dès le début et m'encouragea à mener à bien. De leur côté, des jeunes intellectuels issus de l'université, de la haute administration ou encore occupant des postes de responsabilité dans le secteur économique me rejoignirent, convaincus par mon projet. Parmi ces derniers, citons, mais la liste n'est pas exclusive, Jean Guellec, qui enseignait alors à Sciences-Po et deviendra le premier rédacteur en chef de la revue ; les écrivains Jacques Baudouin et Jean-Christophe Rufin, prix Goncourt 2001 ; les géopoliticiens Yves Lacoste et François Thual ; l'historien et économiste Nicolas Baverez ; les universitaires Philippe Baumard, Frank Bournois et Philippe Ratte ; les chercheurs Yves Boyer, Jean-François Daguzan et Jean-Louis Levet ; enfin, quelques brillants esprits travaillant entre la sphère publique et l'entreprise comme Dov Zérah, Alain Demarolle ou encore Dominique Graber. Tous participèrent au comité éditorial de la revue.

3

Enfin, la naissance de la revue doit aussi à Jean Pavlevski, fondateur et directeur des éditions Economica, qui, après que je lui eus exposé l'idée, accepta d'éditer et de distribuer les premières livraisons de la future revue.

Le premier numéro, paru en mars 1997, posa le débat. Intitulé « Pourquoi la géoéconomie ? », il donna les premières clés de l'approche qui était la nôtre. La

politique éditoriale suivie alors, et qui perdure jusqu'à aujourd'hui, consista à sélectionner, pour chaque numéro, un thème transversal ou géographique, dans lequel les problématiques liées à la géoéconomie apparaissaient centrales et déterminantes puis, ensuite, à solliciter les meilleurs experts, qu'ils soient universitaires ou praticiens. C'est là une de nos caractéristiques : la recherche, dans chacune des livraisons de la revue, d'un juste équilibre entre contributeurs universitaires, qui ont le recul nécessaire et manient les grilles d'interprétation conceptuelle, et contributeurs praticiens, qu'ils soient à des postes clés dans la haute fonction publique ou dirigeants d'entreprises confrontés, au quotidien, à la réalité analysée dans nos colonnes.

À partir du numéro 8 de l'hiver 1998-1999 fut constitué un conseil scientifique qui s'enrichira, jusqu'à nos jours, de nouveaux venus. Parmi ses membres, l'on peut relever les noms de Jacques Attali, Jean-François Bayart, Pascal Chaigneau, Gérard Chaliand, Jean-Luc Domenach, Michel Foucher, Robert Marconis ou encore Cynthia Ghorra Gobin, François Heisbourg et Serge Sur.

4 Plusieurs livraisons connurent un grand succès. On peut citer, par exemple, le numéro consacré à « L'Amérique conquérante. Stratégies pour le XXI^e siècle » (n° 2, été 1997), dans lequel les outils et les ambitions de domination des États-Unis étaient discutés ; celui sur « Les régions dans la nouvelle économie mondiale » (n° 5, printemps 1998) où les différentes stratégies de puissance et d'influence économiques des régions étaient analysées dans le détail, qu'elles soient françaises, américaines, chinoises ou allemandes ; le numéro consacré aux « Guerres de la culture. Culture, économie et puissance au XXI^e siècle » (n° 10, été 1999) qui décrypte les enjeux financiers associés aux phénomènes de domination culturelle. « Où va la Russie ? » (n° 15, été 2000), publiée deux ans après la crise monétaire qui déstabilisa l'économie russe et à la veille d'élections générales qui allaient porter à la présidence Vladimir Poutine, fut lui aussi particulièrement bien reçu. « Droit d'auteur, nouvelles technologies et mondialisation » (n° 17, printemps 2001) apporta des réponses étayées au véritable enjeu de pouvoir international que constitue le droit d'auteur. La « Géoéconomie du monde chinois » (n° 18, été 2001) analysa la réalité des affrontements économiques à l'intérieur du monde chinois et entre ce dernier et le reste du monde, quelques mois avant l'admission de la République populaire de Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). De son côté, le numéro « Géoéconomie de l'espace » (n° 20, hiver 2001-2002) fut grandement apprécié car il arrivait à un moment où les questions spatiales faisaient débat, en France comme dans le reste de l'Europe. Plus récemment, le numéro 34 consacré à la Corée du Sud (été 2005) a permis de mieux saisir

les stratégies de puissance des nouveaux grands acteurs internationaux. Deux numéros plus tard, *Géoéconomie* anticipait sur l'actualité internationale dans le cadre d'un dossier consacré à l'Iran. Toujours en avance sur les problématiques majeures, la question de la hausse du baril et l'étude de ses conséquences était analysée dans le cadre du numéro 38 (« Les guerres du pétrole », été 2006). Le dessous de la carte entre l'Inde et Israël fut à l'occasion du numéro 41 (« La nouvelle alliance stratégique », printemps 2007). Enfin, nous retenons parmi les toutes dernières livraisons deux numéros qui occuperont une place de choix. « La Russie et l'Europe » fut l'occasion d'interroger une problématique géoéconomique de premier plan (numéro 43, automne 2007) et le dossier consacré à la guerre économique (numéro 45, printemps 2008) permit d'explorer le versant plus radical des relations économiques internationales.

Le printemps 1999 vit un changement radical dans la revue. C'est à cette époque, en effet, que je décidais de quitter les éditions Economica pour créer une maison d'édition chargée d'éditer *Géoéconomie* en toute indépendance et d'accroître sa diffusion.

Deux autres modifications, qui interviendront plus tard, méritent, elles aussi, d'être rappelées. Le départ de Jean Guellec, appelé à de nouvelles responsabilités, et l'arrivée comme rédacteur en chef, de Jean-François Daguzan, à compter du printemps 2001. Ensuite, le changement du titre de la revue (avec la livraison 14 de l'été 2000, la *Revue française de géoéconomie* devient en effet *Géoéconomie*) et la nouvelle maquette sur laquelle apparaît, pour la première fois, le logo de l'Institut européen de géoéconomie. Celui-ci disparaîtra dès le numéro 25 (printemps 2003) avec le changement de nom de l'Institut qui, d'« Institut européen de géoéconomie » deviendra « Institut Choiseul pour la politique internationale et la géoéconomie ».

Pour sa part, l'équipe de rédaction va continuer de s'enrichir. Jean-Paul Maréchal devient rédacteur en chef adjoint avec la livraison de l'automne 2006 (numéro 39), fonction qu'il occupe toujours à ce jour. Didier Lucas le rejoint lors de la parution du numéro sur l'Union méditerranéenne (été 2007, n°42). Celui-ci prendra formellement la rédaction en chef de *Géoéconomie* à l'automne 2008 (numéro 46) qui marque également le changement de maquette – Jean-François Daguzan devenant le codirecteur de la revue à mes côtés.

De sa fondation à aujourd'hui, *Géoéconomie* a publié plus de 400 articles. De nombreuses personnalités nous ont fait l'honneur de s'exprimer dans nos pages : Éva Joly qui y donna sa première interview, le prix Nobel Jean-

Marie Lehn, Jean-François Dehecq, président de Sanofi-Synthelabo, sur la mondialisation ; Claude Bébéar et Xavier Emmanuelli, sur l'humanitaire ; Christian de Boissieu, Boutros Boutros-Ghali, Jean-Marie Domenach, Michel Foucher, Michel Gardel, François Heisbourg, François Hollande, Robert Hue, Anne Lauvergeon, Pierre Lellouche, Alain Lipietz, Michel Rocard, Jean-Christophe Ruffin, Luc-François Salvador, Hubert Védrine... pour ne citer que celles-ci.

Un institut dédié à la géoéconomie et aux questions internationales

L'approche de la géoéconomie développée par notre revue a rapidement suscité un intérêt réel non seulement dans le monde de l'université mais aussi dans celui de la recherche publique sur les questions internationales et auprès des entreprises. Aussi fûmes-nous incités à créer une structure de réflexion dédiée aux questions liées à la géoéconomie qui viendrait renforcer l'audience de *Géoéconomie*.

6

L'Institut européen de géoéconomie (IEG), centre de réflexion indépendant, à but non lucratif et dédié à l'analyse des grandes questions économiques et stratégiques internationales, naquit donc dans le courant de l'été 1999 et *Géoéconomie* en devint le vecteur de notoriété et son support pour rendre compte de ses travaux. L'institut va rapidement acquérir une audience appréciée dans les cercles de décision. La qualité et la diversité des personnalités qu'il a su réunir autour de ses premiers travaux (les parlementaires Pierre Lellouche et Jean-Yves Caullet, le préfet Christian Decharrière, le juge Éva Joly ou encore l'avocat Michel Katz), élargissant ainsi et complétant dans un même mouvement le premier cercle qui gravitait autour de la revue, mais également sa situation privilégiée au croisement de différents centres de décision et cercles de réflexion, firent rapidement de cet institut un point de convergence privilégié des réflexions sur la notion puissance économique. Sans doute son indépendance (l'institut ne reçoit aucune subvention publique) y fut-elle pour quelque chose...

En 2003, changement de nom. Bienvenue à l'Institut Choiseul pour la politique internationale et la géoéconomie ! Il s'agit alors d'élargir le spectre couvert par l'institut et, surtout, de tenir compte du développement d'une activité éditoriale de plus en plus importante.

Un pôle de revues de référence

Au printemps 2002, en effet, l'institut fut amené à reprendre à son compte la publication de la revue *Problèmes d'Amérique latine*, trimestriel en langue française, créée en 1965 et alors dirigée par Daniel Pécaut, que la Documentation française avait décidé, fin 2001, d'arrêter. La réussite de la reprise de cette revue phare consacrée à l'Amérique latine nous valut un vrai succès d'estime, à tel point que le cabinet du ministre des Affaires étrangères (alors Hubert Védrine), qui nous avait sollicités pour reprendre *Problèmes d'Amérique latine*, récidiva et nous demanda (entre-temps Dominique de Villepin avait succédé à Hubert Védrine) de faire de même pour *Maghreb-Machrek*. Revue de référence sur le monde arabo-musulman créée elle aussi au milieu des années 1960, dirigée depuis sa reprise par Jean-François Daguzan, *Maghreb-Machrek* fédère l'ensemble des communautés d'experts sur une zone ô combien sensible. Sous le timbre de l'Institut Choiseul, elle a renforcé son incontournableité dans l'espace francophone.

Entraîné par notre élan, mais aussi par de très nombreux encouragements, nous décidâmes de renforcer le pôle éditorial de l'institut : *Nordiques* fut ainsi créée en 2003. Ce fut ensuite le tour de *Monde chinois* en 2004, de *Politique américaine* en 2005 puis de *Sécurité globale* en 2007.

7

Sécurité globale a représenté un véritable enjeu conceptuel et éditorial. Depuis le 11 septembre 2001, les attaques terroristes, les catastrophes et les craintes (climat, pandémie grippale) qui se sont succédé ont peu à peu montré qu'il convenait de repenser la sécurité en des termes plus globaux. On assiste désormais à la prise en compte de « nouvelles menaces » telles que le crime organisé et les trafics en tout genre (dont au premier chef la drogue) ou de nouvelles vulnérabilités industrielles ou sociétales. De la même façon, une nouvelle perception de la fongibilité progressive des notions de sécurité intérieure et extérieure et d'une globalisation croissante des notions de risque et de menace semble s'imposer. Penser globalement la sécurité représente donc un véritable défi. Il s'agit de rapprocher et d'articuler plus complètement : échelon national et échelon européen, responsabilités publiques et privées, partage entre le collectif et le citoyen, aspects militaires et civils, finalités spécifiques et finalités multiples, actions locales et globales, dialectique entre sécurité et liberté, relation avec la technologie.

Lancer la revue *Sécurité globale* avait donc pour objet de rapprocher et croiser les différentes problématiques liées à la sécurité dans une perspective à la fois transversale et verticale. Son objectif était double : identifier les menaces et risques, qu'ils soient d'origine interne ou externe, naturels et

volontaires, économiques, stratégiques, sociaux et politiques, qui pèsent aujourd'hui sur nos sociétés ; évaluer et discuter l'impact des nouvelles technologies sur la sécurité des États et des citoyens et, plus généralement, sur celle des différents acteurs de la société (infrastructures critiques ou entreprises). En huit numéros, cette revue a trouvé sa place dans l'univers des publications de défense et de sécurité, comme l'attestent à la fois son succès en termes de lectorat et les plumes qui s'y succèdent.

Fort de ses sept revues, toutes incontournables dans leur champ respectif, l'Institut Choiseul s'est peu à peu imposé comme le pôle central dans le domaine éditorial pour tout ce qui touche aux questions stratégiques et aux aires géographiques.

Il a su également renforcer son audience auprès des décideurs économiques et politiques à travers les travaux et les rencontres privilégiées organisées dans le cadre du Club Choiseul, créé au printemps 2008.

8 Au niveau international, son audience s'élargit également. C'est le cas notamment en Espagne puisque l'Institut Choiseul España a été inauguré, en juin dernier, et que le premier numéro de *Géoconomía*, la version en langue espagnole de *Géoéconomie*, a été publié au tout début de l'été.

En guise de conclusion...

Il faut le reconnaître. Lorsque nous avons lancé la géoéconomie en France, nous ne nous attendions pas à un tel succès. Aujourd'hui, on ne compte plus les diplômes, les prix, les rubriques de journaux ou de magazines où le mot « géoéconomie » occupe la place centrale.

Le champ de la géoéconomie ne cesse de s'élargir et la réflexion géoéconomique est aujourd'hui en plein essor. Les stratégies de puissance économique conditionnent désormais les politiques de puissance et d'influence sur la scène internationale. *Géoéconomie* qui, la première, a ouvert la voie en France à cette discipline, est devenue la revue de référence en la matière et l'Institut Choiseul en est le lieu de débat incontesté par excellence.

À travers les quelques orientations évoquées qui sont ou ont été les nôtres, notre objectif est aujourd'hui comme hier d'enrichir une grille de lecture du monde qui a démontré sa pertinence afin de donner aux décideurs un instrument de compréhension toujours plus adapté à son évolution rapide. Au-delà, notre vœu est de rapprocher plus étroitement tous ceux qui, séduits

par l'approche géoéconomique, aspirent, à travers elle, à participer à une école de pensée dont l'originalité et l'indépendance ont, d'ores et déjà, profondément renouvelé l'analyse des relations économiques internationales et des appétits de puissance qui les sous-tendent.

